



Lattes, le 8 septembre 2017

COMMUNIQUE DE PRESSE

Glyphosate : Voter un oui pragmatique et pas un non idéologique !

C'est au moment même où l'initiative 4 pour 1000 remporte le prix de la politique d'avenir visionnaire décerné par le World Future Council, que Nicolas Hulot décide d'enterrer ces bonnes pratiques agricoles parmi lesquelles on compte l'agro-écologie, l'agroforesterie ou l'agriculture de conservation, qualifiées de meilleures politiques mondiales contre la désertification et la dégradation des sols.

Mais notre ministre de l'écologie s'est-il renseigné ? Sait-il qu'elles ne sont aujourd'hui possibles que grâce à une utilisation raisonnable du glyphosate ? Est-ce par posture qu'il annonce au détour d'une visite en Bretagne, que la France votera contre le renouvellement de son autorisation par la Commission Européenne ; ce qui revient à supprimer l'utilisation du glyphosate. Ce n'est pas le meilleur des combats européens que la France ait à mener.

La réalité est que tant que des solutions alternatives ne sont pas accessibles, la suppression du glyphosate balayerait d'un revers de main les efforts entrepris de longue date par les agriculteurs français, leurs outils de recherche et de développement, et toute une filière de progrès acteur clé de la transition écologique que la société appelle de ses vœux.

La France est en pointe dans le stockage de carbone dans les sols qui permet à la fois d'améliorer la sécurité alimentaire et d'atténuer l'effet de serre en cause dans le changement climatique.

Nous demandons au ministre de la Transition écologique :

- Du pragmatisme dans ses choix
- **De voter le renouvellement de l'autorisation du glyphosate, au vu du manque d'alternatives durables et des impacts économiques et environnementaux potentiels**
- De respecter les conclusions des agences scientifiques européennes
- D'orienter les financements vers la R&D, pour disposer d'alternatives viables : Il est essentiel que la recherche poursuive et intensifie ses efforts, afin de développer des solutions alternatives mises à disposition des agriculteurs
- De reconnaître les efforts déjà réalisés par les agriculteurs pour limiter les transferts vers le milieu aquatique, et recourir aux alternatives mécaniques lorsqu'elles sont possibles

Ce serait un comble que le gouvernement français anéantisse ce bilan dans quelques jours à Bruxelles.

Contacts presse :

FDSEA 34 : Marie-Pierre LALLE – 06 75 42 34 35 – mp.lalle@saporta.net

JA 34 : Aude GEIGER – 06 21 37 32 24 - syndical.jeunesagriculteurs@saporta.net